



HAL
open science

L'APAD, trente ans d'une aventure intellectuelle : introduction

Philippe Lavigne Delville, Alexis Roy

► **To cite this version:**

Philippe Lavigne Delville, Alexis Roy. L'APAD, trente ans d'une aventure intellectuelle : introduction. *Anthropologie et développement*, 2021, Hors-série, pp.11-34. <10.4000/anthropodev.1134>. <hal-03510047>

HAL Id: hal-03510047

<https://hal.science/hal-03510047v1>

Submitted on 4 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

L'APAD, trente ans d'une aventure intellectuelle

Introduction

Philippe Lavigne Delville et Alexis Roy



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anthropodev/1134>
DOI : 10.4000/anthropodev.1134
ISSN : 2553-1719

Éditeur

Presses universitaires de Louvain

Édition imprimée

Pagination : 11-34
ISBN : 978-2-39061-175-2
ISSN : 2276-2019

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Philippe Lavigne Delville et Alexis Roy, « L'APAD, trente ans d'une aventure intellectuelle », *Anthropologie & développement* [En ligne], Hors-série | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 04 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1134> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1134>



La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.



L'APAD, trente ans d'une aventure intellectuelle

Introduction

Philippe Lavigne Delville*, Alexis Roy**

Ce numéro Hors-série de la revue *Anthropologie & développement* marque les 30 ans de notre association et du périodique qu'elle publie¹. L'anniversaire des 25 ans avait été l'occasion de revenir sur les origines et les débuts de l'APAD, avec le film de Baptiste Aubert, qui a interviewé des fondateurs et des membres « historiques », réunis à Niamey à l'occasion de l'université d'été du LASDEL². Pour les 30 ans, le comité de rédaction de la revue a proposé de lancer un appel à contributions pour un numéro spécial, composé de textes courts, croisant témoignages, retours critiques sur l'histoire et mise en avant de thématiques nouvelles³. L'objectif était de faire le point sur ce moment de l'histoire de l'anthropologie du changement social et du développement, et de regarder en arrière pour mieux se projeter dans l'avenir.

Cette introduction revient sur l'histoire de l'APAD, ses objectifs initiaux et les tensions structurelles qui traversent notre association, et présente les textes qui nous ont été proposés⁴. Ce retour sur l'histoire s'appuie sur celui fait par T. Bierschenk (2009), il y a un peu plus de dix ans, à l'occasion du colloque de Louvain de 2007.

* IRD, UMR SENS, Montpellier ; philippe.lavignedelville@ird.fr

** CNRS, UMR IMAF, Aubervilliers ; alexis.roy@cnrs.fr

¹ Le *Bulletin de l'APAD*, devenu à partir de 2013 et du n° 37-38-39 la revue *Anthropologie & développement*.

² Le film est disponible sur vimeo : <https://vimeo.com/270129069> (consulté le 16 septembre 2021).

³ Ce numéro a été conçu grâce à l'implication du comité de rédaction, mais aussi d'un comité *ad hoc* composé de : Sophie Andretta, Sylvie Ayimpam, Laurence Boutinot, Marie Deridder, Nehara Feldman, Philippe Lavigne Delville et Alexis Roy.

⁴ Nous remercions Thomas Bierschenk, Giorgio Blundo, Jean-Pierre Chauveau, Pascale Maizi, Jean-Pierre Olivier de Sardan et Fatoumata Ouattara pour leurs commentaires et apports à cette lecture de l'histoire de l'APAD.

L'APAD, contexte d'émergence et projet

L'idée de l'APAD a émergé dans un contexte spécifique, celui du tout début des années 1990. « Cette idée devait être dans l'air, puisque d'emblée les réactions des premiers collègues consultés furent positives. [...] L'étonnant semblait même qu'une telle initiative n'ait pas vu le jour plus tôt. Car, après tout, cela faisait bien des années que, dans le paysage de la recherche africaniste, tous ceux qui naviguaient entre l'anthropologie, la sociologie et le développement se sentaient quelque chose en commun, et n'avaient pas de lieu pour en débattre » (Olivier de Sardan, 1991a). Revenir sur la préhistoire éclaire cet air du temps et aussi met en évidence des racines et des espaces antérieurs de débat un peu oubliés dans « l'histoire officielle » de l'APAD.

Du point de vue du « développement », les années 1980 ont constitué un tournant. L'ajustement structurel et la critique des États ont abouti à une forte mise en cause de l'État et une (sur)valorisation du local. La critique des grands projets étatiques et technocratiques des années 1960 et 1970 était partagée par les chercheurs en sciences sociales, les membres d'ONG et les institutions d'aide elles-mêmes ; celles-ci qui, après avoir soutenu les projets étatiques de modernisation pendant vingt ans, désignaient désormais l'État comme corrompu et inefficace, stoppaient ou renégociaient leurs soutiens structurels aux sociétés régionales de développement et d'aménagement, et valorisaient à leur tour – à nouveau (Chauveau, 1994) et en tous cas dans les discours – les petits projets, la participation et l'appui aux organisations locales. Les théories de la modernisation et du rattrapage étaient questionnées, les démarches de recherche-développement en agriculture (Khon Kaen, 1987 ; Pillot, 1988) et de participation (Chambers *et al.*, 1989) suscitaient des réflexions croisant chercheurs en sciences sociales et praticiens du développement.

Cette « découverte » du local et des initiatives populaires s'appuyait sur les travaux de sciences sociales des décennies précédentes, qui avaient mis en avant les savoirs paysans et la rationalité des pratiques paysannes, ancrées dans des écosystèmes, visant à minimiser les risques dans des environnements aléatoires, mettant en évidence par contraste le caractère normatif et souvent inadapté aux contextes locaux des propositions techniques issues de la recherche et du développement. Pour l'Afrique, le colloque de Ouagadougou de 1978, « Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique », avait été un moment marquant (CNRST et ORSTOM, 1979). En redécouvrant les résultats de travaux fondateurs (Dumont, 1935 ; de Schlippe, 1956) et les dynamiques des agricultures paysannes (Richards, 1985), la recherche-développement en agriculture développait des méthodes pour co-construire les innovations avec les paysans. Cette découverte de la rationalité des pratiques paysannes, l'accent mis sur l'appui aux initiatives locales par l'aide, semblaient rendre possibles des interventions de développement moins « hétéronomes », et ouvraient des espaces de collaboration entre chercheurs et praticiens, dans un contexte où, dans la foulée des méthodes participatives, les techniciens étaient supposés se mettre au service de communautés locales souvent largement idéalisées. Et l'appel des anthropologues à une meilleure connaissance des sociétés rencontrait un certain écho.

L'anthropologie connaissait également des mutations. Avec de fortes différences dans les histoires nationales, l'anthropologie « classique » dominait encore les formations académiques, mais les conceptions dynamistes, cherchant à rendre compte des dynamiques contemporaines de changement social, dans la perspective d'un Georges Balandier prenant acte de la « situation coloniale », étaient en train de s'imposer. Ces perspectives d'anthropologie politique dynamique, ancrées dans des travaux empiriques, tranchaient par ailleurs avec une anthropologie économique marxiste qui, tout en posant de façon fondamentale la question des transformations des sociétés sous l'influence de la pénétration des rapports marchands, portait une conception assez peu empirique du « développement » (Copans, 2009b). Des travaux à perspective historique interrogeaient les politiques coloniales et post-coloniales (par exemple : Chauveau *et al.*, 1981 ; Chauveau, 1982a). La critique anti-impérialiste du développement (Copans, 1975) était questionnée par des recherches empiriques mettant en avant les jeux d'acteurs complexes et les responsabilités des bourgeoisies nationales (Olivier [de Sardan], 1975 ; Amselle et Grégoire, 1987). Les projets de développement et le « développement » ont émergé comme centres d'intérêt, le plus souvent de la part de chercheurs ayant eu un lien direct ou indirect avec le milieu du développement, à la fois comme objets pour une anthropologie fondamentale et comme espace de dialogue avec les praticiens.

Plus précisément, dans le champ européen⁵, et en se limitant aux années 1980, trois courants d'anthropologie du développement se sont développés en parallèle, dans différents pays d'Europe, avec des colloques ou séminaires ayant permis des échanges, et qui ont en quelque sorte constitué les bases conceptuelles et relationnelles sur lesquelles l'APAD s'est fondée.

L'un était lié à l'école de sociologie du développement de Wageningen, aux Pays-Bas, autour de Norman Long. Dès les années 1970, celui-ci a proposé une sociologie dynamique du développement (Long, 1977) à partir de terrains principalement latino-américains. La notion d'interface, la confrontation entre savoirs paysans et techniciens sont au cœur de ses recherches (Long, 1989 ; Long et Long, 1992) et ont largement influencé le questionnement apadien. Norman Long a été invité à donner la conférence inaugurale du colloque de l'APAD à Bamako en 1994. Certains de ses élèves, Geert Diemer et Roch Mongbo, ont été membres du bureau de l'association.

Un autre courant se situait en Allemagne. Comme l'explique T. Bierschenk (ce numéro), le « développement » a joué un rôle majeur dans la modernisation de la discipline, longtemps enfermée loin du contemporain et coupée des réseaux internationaux. La création controversée d'un groupe de travail sur l'anthropologie du développement en 1985 a marqué l'engagement de jeunes anthropologues sur le sujet. Mais c'est à l'université de Bielefeld et à l'université libre de Berlin, autour de Georg Elwert et Hans-Dieter Evers, que les jalons d'une anthropologie empirique du développement ont été posés. La notion de groupe stratégique (Evers et Schiel, 1988), celle du développement

⁵ Voir T. Bierschenk (2009), pour une perspective sur le champ nord-américain.

comme « intervention dans des systèmes dynamiques » (Elwert et Bierschenk, 1988) en sont issues. Le célèbre numéro spécial de *Sociologia Ruralis* (Bierschenk et Elwert, 1988) réunissait déjà des contributions de J.-L. Amselle et J.-P. Olivier de Sardan.

Enfin, en France, l'ORSTOM (en cours de transformation institutionnelle, voir J.-P. Chauveau et J.-P. Dozon dans ce numéro) a conduit au cours des années 1980 une réflexion pluridisciplinaire sur le développement (Aubertin *et al.*, 1982a, 1982b ; Couty *et al.*, 1983, 1985) qui correspondait à une « maturation interdisciplinaire d'une anthropologie du développement diversifiée » (J.-P. Chauveau, ce numéro), et proposait un programme de recherche mettant en avant l'importance d'une perspective historique, les errements des politiques coloniales et étatiques et les incertitudes sur leur capacité à atteindre leurs objectifs, et enfin l'importance des stratégies de résistance des sociétés locales (Aubertin *et al.*, 1982b). Les projets de développement étaient déjà un objet d'étude (Dozon, 1979). En particulier, J.-P. Chauveau plaidait pour une sociologie historique du développement, il reprenait le postulat d'Augé (1972) selon lequel « le seul objet sociologique possible de l'étude d'une action dite de développement, c'est cette action même, et ses modalités, *l'ensemble complexe formé par les "développeurs" et les "développés"* » (souligné par J.-P. Chauveau), tout en insistant sur la diversité de ces deux catégories, et il proposait la définition devenue canonique : « en bonne logique, il y a développement là où il y a des développeurs, là où des acteurs spécialisés se réclamant du développement ont autorité pour intervenir sur des collectifs "à développer" » (Chauveau, 1982b : 16-17). Ces recherches de l'ORSTOM avaient été le support de plusieurs sessions de formation de coopérants (Boiral *et al.*, 1985) ou de séminaires réunissant chercheurs et praticiens (Olivier de Sardan et Paquot, 1991). Les questions de catégories d'analyse et des méthodes d'investigation, avec le groupe AMIRA⁶, étaient aussi un objet de dialogue, tant interdisciplinaire qu'avec des praticiens.

C'est à partir des échanges et connivences que différentes rencontres et séminaires avaient permis de créer entre ces trois histoires que l'APAD a été fondée, à l'initiative de Jean-Pierre Olivier de Sardan et d'un petit groupe de collègues européens et africains engagés dans ces réseaux (Jean-Pierre Chauveau, Thomas Bierschenk, en particulier), à la croisée de trois objectifs (Anonyme, 1991) :

- faire du changement social et du développement un champ de recherche légitime en anthropologie et une opportunité de renouvellement de la discipline (Olivier de Sardan, 1991b), ce qui supposait d'abord de rompre définitivement avec « l'anthropologie de grand-papa » qui était encore enseignée à l'époque au profit d'une approche dynamiste, dans la lignée de Balandier, et ensuite de reconnaître la place du « développement » dans le quotidien des sociétés africaines : « Les processus de changement social et de développement

⁶ Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural et informel : réseau pluridisciplinaire mis en place sous l'égide de Gérard Winter, sous la double tutelle de l'ORSTOM (qui fournissait l'essentiel des contributions) et de l'INSEE.

fournissent à l'anthropologie de nouveaux objets et lui posent de nouvelles questions. Par là ils peuvent contribuer à renouveler pour une part les problématiques non seulement de l'anthropologie, mais à travers elle des sciences sociales » ;

- promouvoir un dialogue constructif avec les acteurs du développement pour réduire les décalages des interventions plus pertinentes, à travers circulation d'information et collaborations ;
- renouveler les formations en anthropologie, en particulier en Afrique, et, à travers cela, ouvrir des débouchés nouveaux, hors académie, aux jeunes anthropologues.

Pour cela, l'APAD s'est fondée sur quatre postulats forts (Olivier de Sardan, 1991a) :

- considérer le « développement » comme une forme spécifique de changement social, impulsé de l'extérieur : « Il fallait en effet signifier que, d'une part, le "développement" n'est qu'une forme historique particulière du changement social et que, d'autre part, nous entendions nous intéresser aussi aux processus de transformation et aux dynamiques sociales intervenant "hors développement" » ;
- une approche ouverte de l'anthropologie : « La référence à l'anthropologie dans l'intitulé de l'APAD doit être interprétée comme un souci commun de tous ses adhérents, quelles que soient leurs "spécialités", de porter attention aux représentations et aux logiques sociales de l'ensemble des acteurs sociaux concernés par le changement social et le développement : ceci implique certaines formes d'attention, d'écoute, d'analyse, de compétence, qui relèvent d'une démarche anthropologique, sans être le monopole des anthropologues loin de là » ;
- un refus de la coupure entre une anthropologie fondamentale et appliquée : « D'emblée l'orientation fondatrice fut claire : nous entendions combiner une anthropologie fondamentaliste prenant le "développement" comme objet d'étude, et une anthropologie "appliquée" associée à des actions de "développement". Nous savions qu'il pouvait y avoir contradiction entre ces deux pôles, que les uns tireraient vers le premier et les autres vers le second, que la fonction "pratique" serait refusée par certains, et que la fonction théorique en effaroucherait d'autres. Mais c'était, selon nous, une tension nécessaire, et qui pouvait être productive. Nous le pensons toujours, et l'APAD est en quelque sorte fondée sur cette tension-là » ;
- et enfin « cette conception originale, et décisive, d'une association "euro-africaine" [...]. Le premier succès de l'APAD a été de réussir à donner, malgré une massive présence française due à cette préhistoire, une réelle dimension "euro-africaine" à ses journées fondatrices. Et la première tâche de l'APAD sera de développer le plus possible et aussi vite que possible cette dimension, dans le temps désormais de son histoire propre. Une présence effective et des activités de l'APAD en Afrique même en seront le signe le plus manifeste ».

Le succès de la réunion fondatrice, qui a réuni plus de 80 personnes les 5 et 6 mars 1991, attestait de l'intérêt suscité par cette initiative. L'APAD a tenté depuis, de façon plus ou moins bricolée, et avec des succès variés, de contribuer à ces objectifs et de tenir ces postulats.

Originellement centrée sur l'analyse des jeux d'acteurs dans les interfaces locales entre espaces sociaux et interventions externes, l'anthropologie du développement a élargi ses questionnements au fil des années. Déplaçant ses objets, horizontalement, la socio-anthropologie du développement devient une socio-anthropologie des administrations et des services publics et collectifs africains (Olivier de Sardan, 2007), et, verticalement, une socio-anthropologie de l'ingénierie sociale globale (Bierschenk, 2014) contribuant à une anthropologie de l'action publique en contexte d'aide (Lavigne Delville, 2016) et de la globalisation (Copans, 2009a, 2016)⁷. Avec 15 colloques, une vingtaine d'ouvrages, 51 numéros de son bulletin devenu revue, le bilan scientifique est assez clair. Les perspectives apadiennes se sont largement diffusées. Sans véritablement « faire école », l'APAD a fortement contribué à faire du développement un champ d'études à part entière de l'anthropologie, contribuant à sa recomposition, à partir des marges (Bierschenk, ce numéro). Mais elle a aussi plus généralement porté et diffusé une certaine manière de produire des connaissances sur l'Afrique contemporaine, en promouvant des analyses empiriques approfondies.

Les tensions fondatrices et leur devenir : un essai d'auto-sociologie⁸

Pensée dès le départ comme une dynamique collective, l'association n'a jamais été la chose d'un individu ou d'un groupe. Le fait que son initiateur et premier président, Jean-Pierre Olivier de Sardan, ait très tôt passé la main, a aussi contribué à cette dynamique, renforcée par un ancrage institutionnel original, que Jean-Pierre avait à l'époque théorisée comme « la stratégie du coucou » : loin d'être structurellement liée à un laboratoire, au risque d'en devenir la chose, l'APAD s'est pensée comme hébergée temporairement dans un laboratoire, qui lui offrait pour un temps ancrage et appui institutionnels, avant qu'une autre équipe, insérée dans un autre laboratoire dans un autre pays, prenne le relais. Le secrétariat a ainsi successivement été basé à Montpellier, Marseille, Stuttgart, Marseille, Leiden (avec une tentative avortée de transfert à Niamey), Uppsala, avant de revenir à Montpellier et, normalement, de partir à Louvain en 2022. Les fondateurs ont impulsé dès le départ une dynamique, originale pour une association académique, où les jeunes ont leur place⁹, où les rapports sont peu hiérarchiques, où la convivialité n'empêche pas le

⁷ Voir une brève histoire des thématiques sur le site de l'APAD : <https://apad-association.org/association/>

⁸ L'idée de cette section a été suggérée par Thomas Bierschenk lors d'une réunion du comité de rédaction pour la préparation de ce numéro. Nous l'en remercions. Voir aussi son texte (Bierschenk, 2009) où, il y a plus de dix ans, il proposait déjà une socio-analyse de l'APAD.

⁹ Philippe Lavigne Delville était encore doctorant à l'EHESS quand l'APAD lui a confié, avec Jean-Pierre Jacob, la responsabilité du colloque de 1992 sur les organisations paysannes. Giorgio Blundo, qui a fait une des conférences plénières, était lui aussi doctorant.

sérieux académique. Où la participation à l'association relève d'un intérêt intellectuel, et pour les membres du bureau d'un investissement bénévole, sans enjeux financiers ou de carrière. L'association a ainsi toujours refusé de piloter directement des projets de recherche, par exemple, pour éviter que l'accès aux financements soit un enjeu de concurrence entre les membres. C'est à travers des projets de recherche collectifs, pilotés par Jean-Pierre et des collègues (Thomas Bierschenk, Giorgio Blundo), mais portés par leurs institutions académiques et non l'APAD, que les premiers grands sujets traités dans les colloques et les publications de l'association (courtage, corruption, santé, etc.) ont été travaillés.

Le petit réseau initial de l'APAD, largement fondé sur de l'interconnaissance, a fortement évolué en trente ans. Certains membres sont demeurés fidèles jusqu'à aujourd'hui, parfois depuis la fondation. D'autres n'ont fait que passer. Les membres se sont renouvelés au fil du temps. Certains sont hélas décédés (Mathieu Hilgers, Bréhima Kassibo, Hadiza Moussa) beaucoup trop tôt parfois et comme dit Georges Brassens « jamais au grand jamais, leur trou dans l'eau ne s'est refermé ». Ce qui était un petit noyau initial, renforcé par les rencontres régulières permises par des colloques couplés à des projets de recherche réunissant ce noyau, est progressivement devenu un réseau plus large, mais aussi plus lâche, où les membres adhèrent à l'occasion d'un colloque, d'une thématique, sans forcément s'engager dans la durée. Les thèses apadiennes se sont largement diffusées, rendant moins original son positionnement académique, tandis que le « développement » comme objet s'effritait.

À écouter les échos des participants lors des colloques, l'APAD demeure cependant un espace profondément original, permettant des échanges approfondis dans une ambiance détendue, et où les postulats fondateurs sont toujours structurants, bien qu'à des degrés variables.

Le « développement » comme ambition théorique

Pour prendre en compte les classes dominantes – dont le rôle est de plus en plus mis en vedette par des recherches récentes (par exemple Bayart) – on doit considérer qu'elles doivent leur survie politique, tout au moins partiellement et indirectement, à l'aide au développement. L'aide au développement ne procure pas seulement à cette classe (qui connaît d'ailleurs une rapide expansion) la possibilité d'une "autonomisation". Elle constitue un facteur essentiel d'implantation et d'enracinement d'une logique clientéliste dans les rapports sociaux à l'intérieur de cette classe puis entre l'État et les populations : à tous les échelons des sociétés africaines de nos jours, on peut définir le "développement" en termes de transfert financier en cascade (des pays et institutions multilatérales donateurs aux gouvernements africains puis de ceux-ci aux populations). Du coup, les projets financés par l'aide au développement contribuent fondamentalement à la légitimation des régimes africains [...] L'aide au développement, de son côté, apparaît comme le champ d'une praxis sur lequel se superposent de façon particulièrement directe différents principes d'organisation sociale, logiques d'action et types de discours. (Bierschenk, 1991)

Dès les textes programmatiques, les questionnements et les concepts clés sont posés : le développement fait partie du quotidien, il joue un rôle dans la légitimation des États et dans la reproduction des élites, il joue un rôle de rente semblable par certains aspects à la

rente pétrolière, il génère des chaînes de financement et des logiques de courtage – mises en avant par C. Lentz (1988) –, contribuant à la bureaucratisation des sociétés.

Alors que les travaux sur les confrontations de savoirs mettaient l'accent sur les rapports entre techniciens et paysans, le positionnement est clairement ici une anthropologie politique. Faire du « développement » un objet légitime pour la recherche en socio-anthropologie, promouvoir des enquêtes empiriques solides sur cet objet : cet objectif peut être considéré comme atteint. Dans le réseau APAD ou en dehors, les recherches empiriques se sont multipliées depuis trente ans. Les grands résultats des recherches apadiennes ont largement été diffusés et ont été repris, par des géographes, des politistes, etc. Les champs de recherche ont évolué, et se sont élargis vers les institutions d'aide elles-mêmes. On peut cependant penser que ce succès a été autant sinon plus fort dans les disciplines voisines que dans l'anthropologie elle-même, en France en tous cas, même si, à l'initiative d'apadiens mais surtout d'autres anthropologues comme Laetitia Atlani-Duault, les questions d'aide humanitaire et de développement ont été admises dans les cénacles plus classiques de l'anthropologie comme la Société d'ethnologie (Atlani-Duault, 2005) et la revue *Ethnologie française* (Atlani-Duault, 2011). L'APAD a également largement contribué à porter une vision plutôt extensive du « développement », qui déborde considérablement l'étude des projets, des institutions de l'aide et des « bénéficiaires ». Cela reflète une ambition bien présente dans son intitulé (mais parfois reléguée dans les représentations communes sur l'association), l'étude du « changement social » et des liens entre changement social et interventions planifiées, étatiques ou liées à l'aide au développement ou à l'humanitaire.

L'APAD n'a pas été le seul collectif engagé dans cette dynamique. Un autre réseau, plus académique, plus centré sur l'Asie, le réseau EIDOS (European Inter-University Development Opportunities Study Group), y a contribué de façon parallèle (voir aussi T. Bierschenk, dans ce numéro, que ce paragraphe reprend largement sur ce point). Fondé en 1985 par Philip Quarles Van Ufford (Amsterdam), Hans-Dieter Evers (Bielefeld) et Mark Hobarth (SOAS London), repris dans les années 2000 en particulier par David Mosse (SOAS London) et David Lewis (LSE London), ce « réseau informel, relativement petit, d'anthropologues européens des Pays-Bas, du Royaume-Uni et d'Allemagne » (Bierschenk) a tenu 10 conférences entre 1985 et 2008 et a produit des ouvrages de référence (Hobart, 1993 ; Quarles Van Ufford et Kumar Giri, 2003 ; Mosse, 2005 ; Mosse et Lewis, 2005 ; Lewis et Mosse, 2006 ; Mosse, 2011).

La notion de courtage, développée initialement à l'initiative de membres du noyau fondateur de l'APAD (Bierschenk *et al.*, 2000) a été reprise par EIDOS et utilisée tout au long de la chaîne de l'aide et non plus seulement aux interfaces locales (Lewis et Mosse, 2006). Les apports de David Mosse sur l'étude des projets (Mosse, 2005) ont été intégrés dans les recherches apadiennes. Mais, entre EIDOS et APAD, vraisemblablement essentiellement pour des questions linguistiques, peut-être aussi de champ géographique, il y a eu – et on peut le regretter – plus des trajectoires parallèles à partir d'une même base épistémique, et quelques emprunts réciproques, que de véritables dialogues, malgré quelques participations d'apadiens aux conférences EIDOS. Sans doute en lien avec le fait

que l'anthropologie anglo-saxonne est plus liée à l'expertise et aux financements de l'aide, les travaux d'EIDOS ont investigué les mondes de l'aide (Lewis et Mosse, 2006 ; Mosse, 2011) davantage et plus précocement que ceux de l'APAD, davantage centrés sur les institutions nationales (Olivier de Sardan, 2007 ; Lavigne Delville, 2016) (Bierschenk, dans ce numéro).

Tout en ayant réussi à légitimer le « développement » comme objet, à montrer l'importance des pratiques au-delà des discours, à promouvoir des travaux empiriques, la socio-anthropologie apadienne ne s'est pas – et c'est heureux ! – institutionnalisée dans un laboratoire spécifique. En cohérence avec la volonté d'articuler changement social et interventions planifiées, le « développement » a rarement été le thème central et unique des travaux de ceux qui y ont fortement contribué. La dimension de réseau dispersé dans de nombreuses institutions est demeurée forte. Cette appropriation à la fois large et diffuse n'est-elle pas un meilleur indicateur de réussite que la capture par une école bien identifiée ? Le réseau APAD lui-même vit en dehors de l'association. Ainsi, l'École doctorale européenne en anthropologie du développement et du changement social, qui en est à sa 13^e édition (Uppsala, septembre 2021) est clairement issue de ce noyau. Elle est animée par des apadiens ou anciens apadiens, et régulièrement qualifiée d'« école doctorale APAD » sans qu'elle soit officiellement labellisée ainsi (ce qui aurait permis de l'intégrer aux activités de l'association et de la promouvoir par son intermédiaire, sans rien ôter à son autonomie).

Un dialogue constructif entre chercheurs et praticiens

Les institutions de développement n'ont pas toujours les moyens scientifiques de prendre en compte la dynamique des sociétés qu'elles veulent transformer, ou de comprendre les processus sociaux impliqués dans les transformations en cours (dans le cadre des actions de développement comme en dehors) : nous désirons promouvoir l'anthropologie comme un partenaire pouvant contribuer de façon positive à ce que les opérateurs de développement fournissent des services de qualité à ceux auxquels ils s'adressent. À cet effet nous devons susciter des formes de collaboration plus satisfaisantes entre anthropologues et chercheurs ou techniciens d'autres disciplines. (Anonyme, 1991)

Le dialogue avec les praticiens était un second postulat central. Le débat sur l'anthropologie appliquée est aussi ancien que la discipline (Malinowski, 1929 ; Evans-Pritchard, 1946 ; Mair, 1971) mais le contexte des années 1980 l'a posé sous de nouvelles formes. L'APAD a refusé la coupure entre une « development anthropology » appliquée, strictement opérationnelle, au service des projets, et une « anthropology of development », discipline académique critique prenant le « développement » comme objet. Pour être pertinente, une anthropologie appliquée doit s'appuyer sur une anthropologie fondamentale du développement (Olivier de Sardan, 1995) et, en retour, celle-ci s'enrichit à la confrontation avec la pratique, constituant ainsi une forme originale de « anthropology of development based on anthropology in development » (Crewe et Axelby, 2013 : 40,

cités par T. Bierschenk, dans ce numéro)¹⁰. Au sein de l'APAD, des séminaires, des formations ont été organisés. Des recherches finalisées négociées avec des agences d'aide et des projets. Le colloque de Ouagadougou, en 2010, a été consacré à la question de l'engagement et de l'application (Hagberg et Ouattara, 2012) (voir aussi Hagberg et Widmark, 2009). Les travaux apadiens sont utilisés dans les formations et les masters en coopération, et de nombreux praticiens y ont été familiarisés. Le livre référence de Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement*, a été publié à plus de 12 000 exemplaires en français, ce qui est un record en sciences humaines et témoigne bien d'une audience qui dépasse largement les milieux académiques.

Le postulat communautaire idéalisé des années 1990 est largement dépassé dans le monde de l'aide et le fait de parler de stratégies d'acteurs va de soi depuis longtemps déjà. Des profils de sciences sociales sont plus fréquemment recrutés dans le monde de l'aide, même s'ils demeurent marginaux. Sans bien sûr revendiquer un rôle majeur, l'influence de l'APAD est donc réelle sur ce champ, mais elle ne s'est que peu traduite par une adhésion des praticiens à l'APAD, et encore plus rarement par des contributions à la revue.

Cette influence ne s'est également que partiellement traduite par des collaborations accrues. Les problèmes du « chaînon manquant » (Olivier de Sardan, 2004 ; Lavigne Delville, 2007) demeurent, et en particulier la difficulté de reconnaissance mutuelle des métiers et savoirs de l'autre, et celle des différences de temporalités entre recherche et action, même si des savoir-faire avérés ont été stabilisés (Vidal, 2009). De plus, au sein des mondes de l'aide, les espaces d'innovation se sont d'autant plus réduits, et la dimension critique des travaux de socio-anthropologie est d'autant moins recevable, que les modes de mise en œuvre de l'aide se sont fortement bureaucratisés dans les dernières décennies (Lavigne Delville, 2012). La « volonté d'améliorer » décrite par T.M. Li (2007, 2020) se réduit de plus en plus à l'application de modèles standardisés (Olivier de Sardan, 2021), tentant de contrôler les risques politiques et sociaux, où la reconnaissance des logiques des acteurs d'en bas et la réponse à leurs priorités deviennent plus secondaires encore qu'auparavant. Les évolutions des logiques globales de l'aide ont hélas davantage refermé qu'exploré les espaces de collaboration ouverts dans les années 1990.

La pertinence des questionnements apadiens n'est cependant pas en cause, ni l'utilité de former des praticiens aux sciences humaines. Mais ceux-ci ont des marges de manœuvre limitées par leur position institutionnelle (Mathieu, 2012 ; Reikat, 2012) et ont besoin des travaux critiques des chercheurs statutaires pour prendre du recul sur leurs contextes d'intervention, mais aussi pour légitimer leurs analyses (Mathieu, 2012). Et leur capacité à influencer les cadres de pensée et les modalités d'action, sans être nulle, demeure très limitée (Fresia, 2018).

¹⁰ Position qui fait débat en anthropologie. Voir par exemple T.M. Li (2013).

Une volonté de dialogue équilibré entre membres du « Nord » et du « Sud »

Dès le départ, mobilisant des réseaux et des partenariats existants, les initiateurs de l'APAD ont voulu que l'association regroupe des chercheurs européens et africains partageant de mêmes problématiques. C'est un positionnement politique majeur (original, par exemple par rapport à EIDOS, dont ce n'était pas une ambition), qui s'est traduit par différents choix initiaux : une politique active de mobilisation dans le bureau, des niveaux de cotisations bas, des frais d'inscription aux colloques largement en deçà des standards, et le choix d'organiser les colloques en alternance en Europe et en Afrique, de façon à compenser les difficultés matérielles (budget, visa) à la participation des chercheurs africains aux événements académiques organisés au Nord. Le budget des colloques a ainsi systématiquement intégré la prise en charge d'un certain nombre de voyages, destinés aux collègues africains sans budget et aux étudiants, ce qui a permis d'inviter entre 15 et 25 personnes selon les années et les moyens disponibles.

La volonté de rendre les écrits accessibles à tous s'est également traduite, quand la mise en ligne des revues est devenue possible, par la diffusion gratuite du *Bulletin* sur *OpenEdition* dès 2007, grâce à l'investissement de Jacky Bouju en particulier. Le choix d'*OpenEdition*, et non pas d'un bouquet payant comme *Cairn*, par exemple, a été renouvelé lors du passage du bulletin en revue, pour les mêmes raisons, privant l'association d'une opportunité d'autofinancement partiel de la revue.

Notons que cette politique a été pensée avant tout pour réduire les barrières d'accès et favoriser une participation large, quelles que soient la position géographique et la possibilité de mobiliser des ressources institutionnelles. Le montant de l'adhésion à tarif réduit est ainsi défini en fonction du niveau de revenu, et pas de la position géographique ou de l'origine : un enseignant-chercheur d'une université africaine au poste stabilisé et bénéficiant de revenus de consultation paie le plein tarif. Les voyages pris en charge lors des colloques concernent aussi, de façon secondaire, les doctorants européens. Ce qui répond au constat pragmatique de l'impossibilité pratique de définir des catégories (sur la base de l'origine ? de l'ancrage institutionnel ? du lieu de résidence ?) et surtout d'une volonté explicite de ne pas réifier des coupures entre catégories de membres en les institutionnalisant.

Trente ans après, on peut considérer que l'ambition initiale a été partiellement réalisée. L'APAD est sans doute une des rares associations académiques internationales où l'adhésion est relativement équilibrée. La participation au bureau de collègues africains, basés en Afrique ou en Europe, a été constante (Séverin Abega, Sylvie Ayimpam, Nassirou Bako-Arifari, Elieth Eyebiyi, Abdou Salam Fall – le seul président africain de l'APAD –, Bréhima Kassibo, Ludovic Kibora, Félix Koné, Roch Mongbo, Fatoumata Ouattara, Hamani Oumarou, Mahamane Tidjani Alou, etc.), avec des contributions parfois marquées par les difficultés de communication et les contraintes particulières de la recherche et de l'enseignement en Afrique, où le nombre d'étudiants, le niveau des salaires et les obligations de redistribution rendent plus coûteux encore (en termes de coût d'opportunité) qu'en Europe l'investissement dans des dynamiques associatives.

Il faut cependant noter que, si la dimension européenne est réelle (en particulier vers l'Europe du Nord), la participation africaine reste très fortement centrée sur l'Afrique de l'Ouest, et secondairement l'Afrique centrale, francophones. L'élargissement anglophone, souhaité de longue date, n'est qu'en partie réalisé : les membres de pays d'Europe du Nord travaillent en grande majorité en Afrique francophone et les chercheurs travaillant en Afrique anglophone sont peu présents dans l'association. L'anglais est présent dans la vie de l'APAD, mais demeure secondaire.

Association africaniste promouvant les jeunes chercheurs ou association thématique sur le « développement »

Une tension est apparue progressivement, entre une association africaniste visant à promouvoir les jeunes chercheurs et une association thématique. Elle s'est cristallisée au milieu des années 2000, au moment de la réflexion portée par Giorgio Blundo et Jacky Bouju sur le remplacement du *Bulletin* par une revue académique, qui aurait pu s'appeler *Arenae*, et qui visait à accueillir des recherches sur les thématiques apadiennes, quelles que soient les géographies, et une collection de documents de travail de l'APAD, d'accès plus aisé. Ce projet a été contesté par d'autres, Mirjam De Bruijn en particulier, alors secrétaire générale, pour qui l'APAD était et devait rester avant tout une association centrée sur la recherche africaine en sciences sociales et pour qui la création d'une telle revue de niveau international risquait de marginaliser les collègues africains, l'APAD n'ayant pas les moyens de poursuivre à la fois une revue et une collection de documents de travail, qui impliquait aussi le risque de publications à deux vitesses.

Ce projet de revue ne s'est pas concrétisé. Sous l'égide de Sten Hagberg, le *Bulletin* est progressivement passé dans un fonctionnement de revue académique (comité de rédaction, etc.) sans pour autant mettre des barrières d'accès trop fortes aux auteurs moins aguerris à l'écriture scientifique. On peut considérer que la transformation du *Bulletin* en revue en 2013, puis la suppression de la mention « euro-africaine » dans le nom de l'association lors de l'AG de 2015 à Cotonou¹¹, ont finalement achevé une transition « douce » ; *Anthropologie & développement* étant une revue académique internationale qui se veut accessible aux auteurs moins aguerris à la publication internationale, positionnée sur le champ spécifique des liens entre changement social et interventions volontaristes, qui reste fortement centrée sur l'Afrique sans que ce soit exclusif (il y a eu des articles sur le Vietnam, le Cambodge, la Bolivie, etc.).

La place des femmes dans l'association et dans les recherches

Ce n'était pas dans les postulats initiaux, mais la question de la place des femmes à l'APAD mérite réflexion. L'APAD est née à un moment où la question du genre n'était pas encore à l'agenda, en tous cas en France, et a suivi l'évolution de la recherche et sa féminisation. Des femmes ont été membres de l'association, et même membres du

¹¹ Elle avait été proposée par Giorgio Blundo dès 2005 à l'AG de Yaoundé, manifestement trop tôt.

bureau dès la fondation ou peu après (Yasmine Marzouk, Doris Bonnet, Elisabeth Paquot, Gudrun Lachenmann). Mais l'accès aux postes de responsabilité est venu plus tard, et d'abord, comme souvent, par les fonctions d'appui : secrétariat général, trésorerie (Mirjam De Bruijn, Marilou Mathieu, Pascale Maïzi, Laurence Boutinot) ; mais aussi avec la structuration du comité de rédaction (Fatoumata Ouattara, Gabriella Körling). Cette histoire très « mâle » est apparue particulièrement brutalement lors du visionnage du film sur l'histoire de l'APAD, réalisé pour les 25 ans de l'association. Alors que la liste des personnes à interviewer avait été validée en réunion de bureau, le visionnage du premier montage a choqué les femmes du bureau, devant une image de l'association qui paraissait très masculine. Ce qui était pour une large part la réalité historique, était pour partie le produit de l'histoire du tournage¹², mais occultait la participation des femmes au bureau et le rôle joué par certaines dès les « temps anciens ». Comme dans le milieu de la recherche, la situation a fortement évolué dans le sens d'une féminisation. Le bureau compte aujourd'hui 12 femmes pour 6 hommes (mais aucune chercheuse d'institut de recherche ou d'université africaine), le comité de rédaction d'*Anthropologie & développement* 11 femmes pour 5 hommes, et la tendance ne va pas sûrement pas s'inverser !

Sans doute en lien avec cette histoire, et avec l'ancrage francophone de l'association, la question du genre n'a été que tardivement et partiellement abordée dans les travaux de l'APAD. Un seul dossier, de quatre articles, y a été consacré, en 2000, sous la direction de Danielle de Lame (2000), après un article critique sur la conférence de Pékin en 1995, où l'approche « genre et développement » a été adoptée (Mathieu, 1996). Et on ne peut pas dire que l'APAD ait vraiment suivi – et encore moins accompagné ou anticipé ! – les évolutions de la problématique, on y revient plus bas. C'est d'autant plus étonnant que, du côté des mondes de l'aide et des praticiens, l'approche « genre et développement » est une vieille antienne. Sans doute une partie des apadiens – et des apadiennes ! – a-t-elle été réfractaire à ce qui a pu apparaître comme une « mode » chez les bailleurs de fonds et à des cadrages bien peu anthropologisés. C'est largement en dehors du réseau APAD que les recherches sur les rapports sociaux de genre ont été développés, et ils n'ont que partiellement percolé dans l'association.

Les contributions au numéro

L'appel à contributions pour ce numéro spécial appelait à des textes courts (consigne respectée, à quelques exceptions près...), relevant du témoignage ou de l'analyse, tant rétrospectifs que prospectifs. Ils pouvaient revenir sur un moment particulier de l'histoire de l'APAD ou des débats qui l'ont traversée, sur des concepts ou approches clés mis en avant par notre association, ou mettre en avant des thèmes émergents. Les textes reçus peuvent s'organiser en cinq grands thèmes.

¹² Ceci a été renforcé par le fait que le film a été tourné à Niamey, avec les personnes présentes lors de l'université d'été. Nous avions prévu d'interviewer d'autres personnes, dont Mirjam De Bruijn, mais n'avons pas eu les moyens de financer les déplacements nécessaires.

Éclairages sur la préhistoire de l'APAD

Des acteurs pionniers et des compagnons plus ou moins proches de l'APAD, J.-P. Chauveau, J.-P. Dozon et J. Copans, mettent en perspective les contextes qui ont précédé la création de l'APAD, en particulier sur les plans épistémologiques, institutionnels, mais aussi politiques. J. Copans et J.-P. Dozon rappellent ainsi l'apport des pensées critiques influencées par le tiers-mondisme et le marxisme (dans son acceptation critique ou hétérodoxe). D'un point de vue plus disciplinaire, ils relatent la consolidation, à partir des années 1970, d'une socio-anthropologie du développement résolument anti-culturaliste et dynamique, dans le sillage de Georges Balandier.

J.-P. Chauveau revient sur le rôle important joué par les travaux menés au sein de l'ORSTOM/IRD, et leurs liens avec l'APAD. Un ensemble de réflexions interdisciplinaires y a construit au cours des années 1980 une conception du développement comme objet historique. Mais plusieurs réformes importantes ont marqué la vie de l'ORSTOM durant la décennie 1980, entraînant des dissensions qui y ont marginalisé ce champ d'études. Beaucoup d'orstomiens trouveront alors dans l'APAD un espace où poursuivre les débats qui ne trouvaient plus d'écho favorable dans leur institution. Ces trois témoignages, ainsi que le texte de T. Bierschenk (ce numéro), éclairent la préhistoire de l'APAD, et constituent une contribution importante à une socio-histoire de l'anthropologie du développement en Europe.

En marge de cette histoire, un autre compagnon de route de l'APAD revient sur sa trajectoire originale et son rapport singulier à l'anthropologie du développement, M. Singleton. Ancien missionnaire devenu assistant d'Evans-Pritchard, il a contribué à la fondation du laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP) de l'université catholique de Louvain, foyer majeur de l'anthropologie du développement en Belgique.

Les thématiques travaillées par l'APAD : acquis et controverses

Plusieurs contributions entament un dialogue, parfois critique, avec certains marqueurs apadiens. Ainsi, J.-P. Jacob, membre de l'APAD dès sa création, évoque dans son interview les divergences qu'il a rencontrées avec les approches qui privilégient l'agentivité des individus, tout en réfutant toutes logiques communautaires, sur fond de critique du culturalisme. La mise en avant des capacités stratégiques des acteurs n'est-elle pas allée de pair avec une sous-estimation des continuités dans les logiques sociales ? Les conflits étudiés par la socio-anthropologie du développement ne traduisent-ils pas aussi des conflits de visions du monde ? Il évoque aussi l'apport, selon lui trop peu discuté, de la thèse d'un autre compagnon de route de l'APAD sur ces questions, P.-J. Laurent.

Ce dernier propose ici, avec M. Deridder et R. Konseiga, un retour réflexif sur leurs travaux respectifs, qui illustrent trois générations de recherches d'inspiration apadienne. Ils montrent à quel point les recherches inspirées par les travaux apadiens débordent le cadre des opérations de développement, et s'inscrivent plus largement depuis le début (tout en la nourrissant) dans l'anthropologie politique. Leur article présente l'approche de

l'anthropologie politique telle qu'elle s'est construite au LAAP à Louvain, au regard des influences apadiennes.

Dans une autre contribution, ce sont des politistes qui discutent l'apport des travaux de l'APAD sur leurs travaux et leur discipline, A. Boutaleb et M. Labzaé. Alors que la science politique française se détournait largement de l'étude de l'État et des administrations en Afrique, l'élargissement des champs de recherche de l'APAD aux bureaucraties et aux services publics a relancé cet objet, à partir d'enquêtes empiriques, et alimenté la réflexion sur l'État « au concret ». Dans ce sillage, A. Boutaleb et M. Labzaé encouragent à mieux saisir ce que produisent les stratifications sociales sur les rapports entre usagers et administrations/services publics. Qui fréquente les files d'attente, et comment cela influe sur les guichetiers ? En outre, ils incitent à mieux mesurer les effets de la bureaucratisation néolibérale sur la précarisation des fonctionnaires, en particulier les *street-level bureaucrats*, dont ils se demandent si le pouvoir se rétrécit.

F. Doligez, à travers ses réflexions sur la notion de « projectorat » revient en quelque sorte au fondement de l'anthropologie du développement, tout en suivant son extension : de l'étude du projet à une forme de gouvernance en soi. À partir d'une approche d'économie politique, plutôt macroscopique, A.R. Carmona (2008) qualifie la Bolivie de « projectorat », jeu de mots entre « protectorat » et « projets », pour mettre en avant la place prise par les « projets » et l'aide internationale dans ce pays. Il est frappant de constater à quel point le « projectorat », associé ici à la Bolivie des années 1970 à 2000, résonne avec les situations étudiées par de nombreux apadiens en Afrique, et justifie un questionnement transversal sur ce que produit l'aide internationale et sur les formes de gouvernance spécifique qu'elle induit. C'est également à partir d'un terrain qui n'est pas africain (et est en voie de décolonisation) que P.-Y. Le Meur interroge la notion de « modèle voyageur », à travers le cas des mines en Nouvelle-Calédonie, abordées comme des arènes, autre notion incontournable pour l'APAD.

Interrogeant la dynamique de l'association, et son projet initial d'influencer les pratiques de développement, S. Fichtner et A. Newman se demandent si l'APAD n'a pas perdu sa passion. Avec l'âge, est-ce que l'institutionnalisation, la « routinisation » et la normalisation académique de l'APAD étaient incontournables, et lui ont fait perdre de la saveur ? À mesure que l'association se consolidait, elle a pu être prise dans des logiques qui fragilisaient ses ambitions initiales : quête de financement, lourdeur bureaucratique dans sa gestion, resserrement sur le monde académique, etc. Elles appellent en particulier à se ressaisir de l'ambition d'inclure celles et ceux qui pratiquent une anthropologie appliquée dans le monde du développement, mais aussi une anthropologie engagée.

Ce numéro anniversaire était aussi l'occasion d'évoquer des sujets que l'APAD a étonnamment négligés, bien qu'ils aient été occasionnellement traités en son sein par ses membres. C'est le cas notamment des questions de genre, qui se sont pourtant imposées chez une large partie des acteurs intervenant dans le développement, et qui sont traitées ici par D. de Lame. Son témoignage apporte un éclairage important sur l'émergence progressive de cette thématique dans les études du développement.

Enfin, deux contributeurs évoquent leur voisinage plus ou moins proche et conscient avec les travaux de l'APAD. Anthropologue de la santé de l'IRD, qui a mené de nombreuses recherches interdisciplinaires dans ce secteur, L. Vidal revient ainsi sur ses liens personnels et intellectuels avec l'APAD, soulignant qu'une sorte de dialogue « à distance » s'est noué au fil du temps, puisqu'il ne s'est pas formellement impliqué dans la vie de l'association. Menant des recherches en anthropologie du développement en Indonésie, à partir d'un questionnement que l'on pourrait qualifier de foucaldo-gramscien, et donc dans une perspective théorique différente, T.M. Li relate dans un entretien sa rencontre avec l'APAD, et ses convergences et divergences avec les perspectives apadiennes.

L'anthropologie du développement dans les dynamiques académiques de recherche en sciences sociales

Afin de sortir d'une histoire exclusivement apado-centrée de l'anthropologie du développement, nous avons souhaité aborder ce champ à partir de perspectives nationales¹³. T. Bierschenk propose ainsi une histoire approfondie de l'anthropologie allemande/germanophone et des études du développement, associée à l'analyse des enjeux (inter)disciplinaires et institutionnels qui ont marqué ce cheminement. Dans une perspective voisine, mais dans un contexte historique et politique très différent, C. Culas, E. Pannier et H. T. T. Truong retracent l'histoire de l'anthropologie au Vietnam, en soulignant le poids de l'État-parti dans toutes les entreprises de développement, et en proposant une typologie des tendances actuelles de la discipline (appliquée, académique, impliquée).

L. Kibora présente quant à lui la difficile implantation de l'anthropologie à l'université au Burkina Faso, cette discipline ayant jusqu'à une période récente été associée au (post)colonialisme. Elle s'était pourtant développée au sein d'organismes de recherche depuis des décennies, mais à partir d'un vivier de chercheurs formés à l'étranger. L. Kibora souligne également l'apport des travaux de l'APAD dans le dépoussiérage des perceptions associées à la discipline. A.S. Fall revient sur son parcours et ses relations à l'APAD à travers une interview, et évoque la place des travaux de l'association dans la formation des sociologues au Sénégal. Enfin, il encourage à une meilleure prise en compte des épistémologies du « Sud » dans les revues scientifiques du « Nord ».

Engagement des sciences sociales, recours par les praticiens

Instaurer un dialogue entre chercheurs et praticiens faisait partie des ambitions initiales de l'APAD. M. Mathieu, une des rares anthropologues apadiennes à avoir fait principalement une carrière dans le développement, retrace justement son itinéraire « de praticienne » et ses relations à l'association. Elle souligne les difficultés à être une « développeuse » rigoureuse méthodologiquement et potentiellement critique, nourrie par les apports de l'anthropologie du développement. Si cela a parfois été source de

¹³ Voir aussi, sur la Suède, S. Hagberg (2011).

tension dans sa carrière, certains apports incontournables, notamment la sensibilité aux intérêts des différents groupes de bénéficiaires, lui ont été utiles dans l'obtention et la conduite de ses projets professionnels. Ayant fait une thèse en anthropologie du développement suite à une expérience d'humanitaire, actuellement directeur scientifique du GREC, F. Enten pointe également toute la difficulté à être un « développeur » formé à l'anthropologie du développement, et les limites inhérentes aux mondes de l'aide pour s'approprier la démarche et les résultats produits par les anthropologues. Tous deux soulignent que le dialogue est donc toujours à construire et consolider, pour qu'ils ne se retrouvent pas entre le marteau du développement et l'enclume de l'académisme.

Cela peut notamment passer par la formation initiale. J. Bouju revient ainsi sur la mise en place d'un master professionnalisant en anthropologie du développement à l'université Aix-Marseille, dans une perspective influencée par l'APAD. Il relate le défi qu'a été de dépasser la césure entre la formation académique à la recherche et celle à l'anthropologie appliquée, avec pour ambition de former de véritables « anthropologues praticiens ».

Nouvelles questions, nouveaux objets

En 2009, T. Bierschenk montrait que les évolutions des politiques d'aide marginalisaient la figure du projet, au profit de politiques globales. Il identifiait deux thèmes majeurs pour l'APAD, qui ont été travaillés collectivement depuis à des degrés divers : l'anthropologie des administrations nationales (Bierschenk et Olivier de Sardan, 2014), et celle des institutions d'aide (Fresia et Lavigne Delville, 2018a).

Sans prophétiser le devenir d'un champ disciplinaire en constante évolution, nous souhaitons aussi à travers ce numéro nous projeter dans l'avenir et explorer, sans souci d'exhaustivité, quelques thématiques qui témoignent des dynamiques en cours de l'anthropologie du développement et de questionnements dont l'APAD pourrait s'emparer davantage. Déplaçant le questionnement autour de l'action publique et des politiques publiques liées à l'aide vers la question de l'émergence des problèmes publics, F. Ouattara nous présente ainsi une réflexion sur la difficile mise à l'agenda des politiques publiques d'un sujet « sensible », l'avortement. Comment ce sujet privé et intime devient une question de santé publique, et de quelle publicisation fait-il l'objet alors qu'il est souvent tabou ?

S. Andreetta et M. Ndiaye démontrent tout l'intérêt des regards disciplinaires croisés, appelant à « prendre au sérieux le droit » dans l'anthropologie du développement. Elles l'illustrent ici à partir de leurs travaux respectifs sur le Code de la famille au Sénégal et au Bénin, en démontrant que, parfois, les normes officielles et les normes pratiques convergent, et qu'il arrive ainsi que des politiques publiques soient efficaces !

C. Lanzano, C. Navarra et E. Vallino proposent un regard critique sur une méthodologie au succès toujours croissant, les essais « randomisés ». Ils l'observent notamment depuis la position de l'anthropologie du développement, tout en encourageant un dialogue plus fécond entre les économistes et les sciences sociales. C'est à une sociologie critique des sciences « du développement » qu'ils nous invitent, en articulation avec les « science and

technology studies », croisement entamé dans un dossier récent (Venot et Veldwisch, 2017).

M. Deridder, E. Eyebiyi et A. Newman jettent un pavé dans la mare en abordant un sujet encore marginal dans le monde africaniste francophone, le « decolonial turn ». Leurs réflexions et expériences personnelles témoignent de l'importance des asymétries dans l'univers académique contemporain, interpellé à juste titre. Si certaines ambitions initiales de l'APAD attestent de la prise en considération de ces enjeux avant même l'émergence de la notion de « decolonial turn », l'on peut se demander s'ils ont été véritablement traités. Les auteurs appellent ainsi à prendre au sérieux cette notion et à interroger comment elle questionne nos travaux. Sans oublier bien sûr de la soumettre elle-même à la critique.

Enfin, P. Jarrroux réinterroge un enjeu classique de l'étude du développement, son rapport à l'histoire. En encourageant à porter attention à la pluralité des manières d'appréhender le temps passé et ses scissions, entre « développés », « développeurs » et « chercheurs », elle propose une réflexion sur les décalages entre les perceptions émiqes des régimes d'historicité et ceux que l'on produit dans nos analyses. La prise en compte de ces différentes perceptions interroge alors sur ce qui définit le « changement social ».

D'autres thèmes auraient pu être abordés. Pour n'en mentionner que deux, la question des rapports entre personnel expatrié et personnel national (Eyben, 2011) et, à travers cela, celle des relations racialisées entre acteurs, tant dans le développement que dans la recherche (Quashie, 2016, 2020), est sans doute un point largement aveugle dans les travaux apadiens, et aurait mérité un débat. Également, même si le coup d'État de 2012 au Mali et la révolution burkinabè de 2014 ont suscité des analyses « à chaud » (Hagberg et Körling, 2012 ; Hagberg *et al.*, 2015), la question des mobilisations sociales demeure largement inexplorée, alors qu'elle est investie par les politistes (Pommerolle, 2008 ; Bouilly, 2017 ; Bonnecase, 2019).

Avant de conclure, *last but not least*, ce numéro contient également une interview de J.-P. Olivier de Sardan. Elle est présentée ici, en conclusion de l'introduction à ce numéro spécial car, dans une large mesure, il y est abordé les cinq thèmes majeurs que l'on vient de présenter. Le premier président de l'APAD revient ainsi sur la création de l'association, son lien avec les praticiens, l'émergence et l'évolution de certains des grands thèmes traités par les apadiens, son rapport avec d'autres espaces et courants académiques. Il évoque également la conclusion de son dernier ouvrage (Olivier de Sardan, 2021), « Une socio-anthropologie des dissonances, des écarts, des contradictions et des diversités », qui constitue selon lui non pas un abandon de l'anthropologie du développement, mais un élargissement. Mais, à force d'élargissement, quel devenir pour l'anthropologie du développement, et donc pour l'APAD ?

Conclusion : l'APAD dans « l'après-développement »

À l'aune de ces trente ans, on peut souligner quelques paradoxes dans la situation actuelle. Les approches apadiennes, et toutes celles qui se sont développées,

indépendamment ou non, dans des perspectives voisines, semblent largement inscrites dans le paysage académique, sans bien sûr être hégémoniques, ce qui n'a de toute façon jamais été une ambition. Mais, dans le même temps, qu'est devenu le « développement », l'anthropologie du développement comme champ ?

Avec les ajustements structurels, c'est finalement l'idée même de progrès qui s'est effritée. Le « développement » a perdu pour partie son ambition progressiste, aussi bien dans sa dimension modernisatrice qu'émancipatrice. La machinerie du développement s'est renforcée et bureaucratisée, au prix d'une perte de sens importante. Les « projets » ont été en partie marginalisés au profit de politiques globales, sur des mots d'ordre très vagues, parallèlement à la montée des thèmes liés aux peurs des pays industrialisés : migration, insécurité, etc. Le « développement » comme idéologie a quasiment disparu, au profit de politiques globales, coproduites dans des relations asymétriques entre institutions internationales et nationales, systématisant des formes de souveraineté limitée (Risse, 2013 ; Fresia et Lavigne Delville, 2018b).

Ceci a eu des conséquences pour l'anthropologie « du développement ». On a déjà souligné qu'elle était largement devenue une anthropologie de l'ingénierie sociale globale. Après une période d'émulation et d'émergence de nouvelles notions qui ont fait florès bien au-delà de celle-ci (courtier, arène, normes pratiques, etc.), elle semble avoir évolué, au gré de logiques d'ouverture et d'extension continues, pour toucher finalement l'ensemble des acteurs et des échelles du développement, puis des politiques publiques, et, enfin, à tout processus de changement social. Comme le souligne T. Bierschenk (ce numéro) pour l'Allemagne – et on pourrait sûrement généraliser –, le label « développement » a largement disparu des thèmes de recherche des étudiants, mais pas les objets ni les questionnements posés à ces nouveaux objets : les institutions internationales, les politiques globales et leurs traductions/réinterprétations locales, etc.

Face à ces évolutions du champ du « développement », mais aussi du monde académique, nous souhaitons réaffirmer l'importance de recherches à forte densité empirique sur les formes actuelles de gouvernance des sociétés, aux différentes échelles, tout autant que les valeurs initiales et toujours pertinentes de l'APAD face au rouleau compresseur néolibéral ; en restant attentifs à la question des rapports hiérarchiques dans le monde académique et au-delà, entre le « Nord » et le « Sud », entre générations, entre chercheurs et praticiens, etc. Comment dès lors reformuler la spécificité de l'approche apadienne, si son objet s'élargit au risque de se diluer ? Sur quels enjeux, quels objets, quelles modalités de travail l'APAD doit-elle s'engager dans les années qui viennent ?

Ces interrogations renvoient à la contribution de S. Fichtner et A. Newman dans ce numéro, qui appellent à rouvrir le dossier de l'engagement et à inventer de nouvelles formes de dialogue avec les praticiens et les anthropologues non académiques, en écho aussi à l'appel de J. Copans à retrouver une dimension critique qui s'est affaiblie dans les années 1980 et 1990.

La précarisation croissante de la recherche, en Europe, interroge aussi les conditions d'engagement dans des dynamiques associatives qui, quel que soit leur intérêt, ne sont pas les plus porteuses de profits académiques.

À un moment de passage de relais générationnel, il nous faut ainsi probablement être plus audacieux, et renouveler nos pratiques pour ne pas nous enfermer dans la ritournelle colloque/publication. En écho aux dynamiques plurielles qui ont mené à la création de l'APAD, c'est un positionnement affirmé et multiple qu'il faut continuer à porter, tant sur les plans scientifique et institutionnel que politique. Cela nécessite une mobilisation importante, et probablement des forces croissantes : la porte est grande ouverte ! L'APAD de demain sera ce que les jeunes chercheurs et chercheuses en feront.

Bibliographie

- Amselle J.-L., Grégoire E., 1987, « Complicités et conflits entre bourgeoisies d'État et bourgeoisies d'affaires : au Mali et au Niger », in E. Terray (éd.), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, pp. 23-47.
- Anonyme, 1991, « Pourquoi une "association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement" ? », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, <https://journals.openedition.org/apad/327> (consulté le 17 août 2021).
- Atlani-Duault L., 2005, *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire*, Nanterre, Société d'ethnologie.
- Atlani-Duault L. (éd.), 2011, *Ethnographies de l'aide*, Coll. Ethnologie française vol. 41, PUF.
- Aubertin C., Cabanes R., Chauveau J.-P. et al., 1982a, « Où il est dit que le développement est un objet historique », *Revue Tiers Monde*, n° 23(90), pp. 297-305.
- Aubertin C., Cabanes R., Chauveau J.-P. et al., 1982b, « Esquisse d'un programme », *Revue Tiers Monde*, n° 23(90), pp. 335-344.
- Augé M., 1972, « Sous-développement et développement : terrain d'étude et objets d'action en Afrique francophone », *Africa*, n° 42(3), pp. 205-216.
- Bierschenk T., 1991, « Les projets et les politiques de développement sont-ils des préoccupations légitimes de l'anthropologie ? », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, <https://doi.org/10.4000/apad.286>
- Bierschenk T., 2009, « Anthropologie et développement ; historiciser et localiser les approches », *Bulletin de l'APAD*, n° 31-32, pp. 161-192.
- Bierschenk T., 2014, « From the anthropology of development to the anthropology of global social engineering », *Zeitschrift für Ethnologie*, n° 139(1), pp. 73-97.
- Bierschenk T., Chauveau J.-P., Olivier de Sardan J.-P., 2000, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD, Karthala.
- Bierschenk T., Elwert G. (eds.), 1988, « Aid and Development », *Sociologia Ruralis*, n° 28.
- Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (eds.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Coll. Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies Vol. 12, Leiden, Brill.

- Boiral P., Lanteri J.-F., Olivier de Sardan J.-P. (éd.), 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*, Paris, Karthala, CIFACE.
- Bonnecase V., 2019, *Les prix de la colère ; une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Coll. En temps et lieux, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Bouilly E., 2017, *Du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine. Mobiliser sans protester au Sénégal*, Coll. Nouvelle bibliothèque de thèses en science politique, Paris, Dalloz.
- Carmona A.R., 2008, *El proyectorado: Bolivia tras 20 años de ayuda externa*, La Paz, Intermón Oxfam Editorial.
- Chambers R., Pacey A., Thrupp L.A. (eds.), 1989, *Farmers First. Farmer Innovation and Agricultural Research*, London, Intermediate Technology Publications.
- Chauveau J.-P., 1982a, « L'image de l'agriculture baule (Côte-d'Ivoire) et les développeurs : référent précolonial et réalités historiques », *Économie rurale*, n° 147(1), pp. 95-101.
- Chauveau J.-P., 1982b, « Pour une sociologie historique du développement », Coll. Institutions et pratique du développement, Paris, ORSTOM (département SUD).
- Chauveau J.-P., 1994, « Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement », in J.-P. Jacob et P. Lavigne Delville (éd.), *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, Paris, Karthala, APAD, IUED, pp. 25-60.
- Chauveau J.-P., Dozon J.-P., Richard J., 1981, « Histoires de riz, histoires d'igname : le cas de la moyenne Côte d'Ivoire », *Africa*, n° 51(2), pp. 621-658.
- CNRST, ORSTOM, 1979, *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*, Ouagadougou, Paris, Centre national de la recherche scientifique et technique de la Haute-Volta, Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer.
- Copans J., 1975, *Anthropologie et impérialisme : textes*, Paris, F. Maspero.
- Copans J., 2009a, « L'anthropologie de l'aide humanitaire et du développement est bien une anthropologie sociale globale ! », in L. Atlani Duault et L. Vidal (éd.), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin, pp. 11-15.
- Copans J., 2009b, « Un développement sans acteurs mais non sans politique. La difficile empiricité d'un engagement anti-impérialiste », *Journal des anthropologues*, n° 118-119, pp. 65-88.
- Copans J., 2016, « L'Afrique noire a-t-elle besoin du développement (de l'anthropologie) ou au contraire d'une anthropologie (du développement) ? », in M. Lafay, F. Le Guennec-Coppens et E. Coulibaly (éd.), *Regards scientifiques sur l'Afrique depuis les indépendances*, Paris, Karthala, Société des africanistes, pp. 377-396.
- Couty P., Durand M.-H., Gastellu J.-M. et al. (éd.), 1985, *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM*, Coll. Colloques et Séminaires, Paris, ORSTOM.
- Couty P., Pontié G., Robineau C. (éd.), 1983, *Le développement : idéologies et pratiques. Actes du séminaire interdisciplinaire de l'ORSTOM (1978-1981)*, Paris, ORSTOM.
- Crewe E., Axelby R., 2013, *Anthropology and development: Culture, morality and politics in a globalised world*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Dozon J.-P., 1979, « Impasses et contradictions d'une société de développement : l'exemple de l'opération riziculture irriguée en Côte d'Ivoire », *Cahiers ORSTOM Sciences Humaines*, n° XVI(1-2), pp. 37-58.
- Dumont R., 1935, *La culture du riz dans le delta du Tonkin. Étude et propositions d'amélioration des techniques traditionnelles de riziculture tropicale*, Paris, Société d'Éditions géographiques, maritimes et coloniales.
- Elwert G., Bierschenk T., 1988, « Development Aid as An Intervention in Dynamics Systems », *Sociologia Ruralis*, n° 28(2-3), pp. 99-112.
- Evans-Pritchard E.E., 1946, « Applied Anthropology », *Africa*, n° 16(2), pp. 92-98.
- Evers H.D., Schiel T., 1988, *Strategische Gruppen. Theoretische Vergleichende Untersuchungen über Staat, Bürokratie und Klassenbildung*, Berlin, Reimer.
- Eyben R., 2011, « The Sociality of International Aid and Policy Convergence », in D. Mosse (ed.), *Adventures in Aidland. The Anthropology of Professionals in International Development*, London, Berghahn, pp. 139-160.
- Fresia M., 2018, « Enquêter au coeur de la bureaucratie transnationale de l'asile. Réflexions sur les rapports ambivalents entre le HCR et les milieux académiques », in M. Fresia et P. Lavigne Delville (éd.), *Au coeur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris, Marseille, Montpellier, Karthala, IRD, APAD, pp. 41-74.
- Fresia M., Lavigne Delville P. (éd.), 2018a, *Au coeur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris, Marseille, Montpellier, Karthala, IRD, APAD.
- Fresia M., Lavigne Delville P., 2018b, « Les institutions de l'aide et leurs pratiques. Regards ethnographiques sur des fragments d'une gouvernance globalisée », in M. Fresia et P. Lavigne Delville (éd.), *Au coeur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris, Marseille, Montpellier, Karthala, IRD, APAD, pp. 9-40.
- Hagberg S., 2011, « Trajectoires de l'anthropologie du développement à la suédoise », *Ethnologie française*, n° 41(3), pp. 509-519.
- Hagberg S., Kibora L., Ouattara F. et al., 2015, « Au coeur de la révolution burkinabè », *Anthropologie & développement*, n° 42, pp. 199-224.
- Hagberg S., Körling G., 2012, « Socio-political Turmoil in Mali: The Public Debate Following the "Coup d'État" on 22 March 2012 », *Africa Spectrum*, n° 47(2-3), pp. 111-125.
- Hagberg S., Ouattara F. (eds.), 2012, « Engaging anthropology for development and social change », *Bulletin de l'APAD*, n° 34-36, Berlin, LIT, APAD.
- Hagberg S., Widmark C., 2009, *Ethnographic practice and public aid: methods and meanings in development cooperation*, Coll. Uppsala Studies in Cultural Anthropology, Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis.
- Hobart M. (ed.), 1993, *An Anthropological Critique of Development. The Growth of Ignorance*, London, EIOS, Routledge.
- Khon Kaen U., 1987, *Proceedings of the 1985 International Conference on Rapid Rural Appraisal, Rural Systems Research and Farming Systems Research Projects*, Thailand, Khon Kaen.
- Lame D. de (éd.), 2000, « Genre et développement », *Bulletin de l'APAD*, n° 20, Berlin, LIT, APAD.

- Lavigne Delville P., 2007, « À la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement », in T. Bierschenk, G. Blundo, Y. Jaffré et al. (éd.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Leiden, Paris, APAD, Karthala, pp. 127-150.
- Lavigne Delville P., 2012, « Affronter l'incertitude ? : les projets de développement à contre-courant de la "révolution du management de projet" », *Revue Tiers Monde*, n° 211, pp. 153-168.
- Lavigne Delville P., 2016, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », *Anthropologie & développement*, n° 45, pp. 33-64.
- Lentz C., 1988, « Why the most incompetent are on the Village Council: Development projects in an Indian Village in Ecuador », *Sociologia Ruralis*, n° 28(2-3), pp. 199-215.
- Lewis D., Mosse D., 2006, *Development Brokers and Translators. The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield, Kumarian Press.
- Li T.M., 2007, *The Will To Improve. Governmentality, Development, and the Practice of Politics*, Durham, Duke University Press.
- Li T.M., 2013, « Les engagements anthropologiques vis-à-vis du développement », *Anthropologie & développement*, n° 37-38-39, pp. 241-256.
- Li T.M., 2020, *Agir pour les autres. Gouvernamentalité, développement et pratique du politique*, Coll. Hommes et sociétés, Paris, Montpellier, Karthala, APAD.
- Long N., 1977, *An Introduction to the Sociology of Rural Development*, London, Tavistock.
- Long N., 1989, *Encounters at the Interface. A Perspective in Social Discontinuities in Rural Development*, Wageningen, Wageningen Agricultural University.
- Long N., Long A., 1992, *Battlefields of Knowledge. The Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*, London, EIDOS, Routledge.
- Mair L., 1971, *Anthropology and social change*, London, University of London, Athlone Press.
- Malinowski B., 1929, « Practical Anthropology », *Africa*, n° 2(1), pp. 22-38.
- Mathieu M., 1996, « Conférence Internationale de Pékin..., ôtez-moi d'un doute ! », *Bulletin de l'APAD*, n° 11, <https://doi.org/10.4000/apad.841>
- Mathieu M., 2012, « "L'auxiliaire" : une approche empirique du rôle de l'anthropologue dans des projets de coopération au développement », *Bulletin de l'APAD*, n° 34-36, pp. 147-174.
- Mosse D., 2005, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press.
- Mosse D. (ed.), 2011, *Adventures in Aidland. The Anthropology of Professionals in International Development*, Coll. Studies in Public and Applied Anthropology Vol. 6, London, Berghahn.
- Mosse D., Lewis D., 2005, *The aid effect: giving and governing in international development*, London, Pluto Press.
- Olivier [de Sardan] J.-P., 1975, « Afrique : qui exploite qui ? (à propos de Samir Amin et des bourgeoisies d'État africaines) », *Les Temps Modernes*, n° 346, pp. 1506-1551.
- Olivier de Sardan J.-P., 1991a, « La préhistoire de l'APAD », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, <https://doi.org/10.4000/apad.324>

- Olivier de Sardan J.-P., 1991b, « L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ? », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, pp. 7-11.
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social*, Paris, APAD, Karthala.
- Olivier de Sardan J.-P., 2004, « Le chaînon manquant », *Courrier de la Planète*, n° 74, pp. 36-40.
- Olivier de Sardan J.-P., 2007, « De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains », *Revue Tiers Monde*, n° 191(3), pp. 543-552.
- Olivier de Sardan J.-P., 2021, *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- Olivier de Sardan J.-P., Paquot E., 1991, *D'un savoir à l'autre. Les agents de développement comme médiateurs*, Paris, GRET, ministère de la Coopération.
- Pillot D., 1990, « Francophone and anglophone farming systems research: similarities and differences », in G. Trébuil (ed.), *Farming Systems Research and Development in Thailand. Illustrated Methodological Considerations and Recent Advances*, Haad Yai, Prince of Songkla University, pp. 3-24.
- Pommerolle M.-E., 2008, « La démobilité collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, n° 40(3), pp. 73-94.
- Quarles Van Ufford P., Kumar Giri A. (eds.), 2003, *A Moral Critique of Development. In search of global responsibilities*, London, New York, Routledge.
- Quashie H., 2016, « Débuter sa carrière professionnelle en Afrique. L'idéal d'insertion sociale des volontaires français à Dakar et Antananarivo (Sénégal et Madagascar) », *Cahiers d'études africaines*, n° 221(1), pp. 53-80.
- Quashie H., 2020, « L'expatriation de la recherche française en Afrique subsaharienne : distinctions raciales et épistémologies scientifiques (Sénégal, Madagascar, Bénin) », *Histoire de la recherche contemporaine. La revue du Comité pour l'histoire du CNRS*, n° 8(2), pp. 208-229.
- Reikat A., 2012, « Jeux de rôles. Ou : l'"intermédiaire professionnel" a-t-il une place dans le système de l'aide au développement ? », *Bulletin de l'APAD*, n° 34-36, pp. 175-192.
- Richards P., 1985, *Indigenous Agricultural Revolution*, London, Hutchinson.
- Risse T., 2013, « Governance under Limited Sovereignty », in M. Finnemore et J. Goldstein (eds.), *Back to Basics: State Power in a Contemporary World*, Oxford, Oxford University Press, pp. 78-104.
- Schlippe P. de, 1956, *Shifting cultivation in Africa: the Zande system of agriculture*, London, Routledge & Kegan Paul London.
- Venot J.-P., Veldwisch G.J. (éd.), 2017, « Mythes sociotechniques et développement », *Anthropologie & développement*, n° 46-47, pp. 27-48.
- Vidal L., 2009, *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*, Coll. Terrains anthropologiques, Paris, La Découverte.